



**RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF DU
RÉSEAU DES FEMMES PARLEMENTAIRES DES AMÉRIQUES**

Québec, 16 et 17 avril 2001

***DÉCLARATION SUR LES IMPACTS DE LA ZLEA ET DE L'INTÉGRATION
HÉMISPHERIQUE SUR LA VIE DES FEMMES***

Considérant que la libéralisation du commerce entraînée par la mise en place de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) risque de réduire le pouvoir des États à légiférer dans des domaines cruciaux pour le bien-être de leurs populations, dont celui des femmes;

Considérant que les processus de libre-échange des biens et services s'accompagnent de politiques de restrictions budgétaires dont les impacts se font ressentir principalement dans les programmes sociaux, donc dans la sphère domestique;

Considérant que les femmes sont impliquées dans différents secteurs d'activité économique qui permettent l'accroissement des exportations;

Considérant que la mise en place des processus d'intégration a déjà profondément affecté la vie des femmes autant dans leur rôle domestique qu'économique;

Considérant que ces phénomènes ont contribué à accroître davantage les écarts et les inégalités existants entre les hommes et les femmes;

Considérant qu'au nom des principes d'équité reconnus par nos sociétés, il est impératif que les droits fondamentaux et droits du travail des femmes soient respectés;

Considérant qu'une correction des inégalités basées sur le sexe dans le monde du travail entraînerait des effets positifs sur le fonctionnement des marchés et sur la croissance économique;

Nous, représentantes des assemblées parlementaires des États unitaires, fédéraux et fédérés, des Parlements régionaux et des organisations interparlementaires des Amériques:

Prenons acte des problématiques soulevées par la société civile à travers les conclusions du Sommet des peuples, et notamment du Forum «*Femmes et mondialisation*» du Sommet des peuples;

Affirmons la nécessité que les politiques de libéralisation commerciale et le processus des Sommits des Amériques reflètent les besoins et les préoccupations des femmes;

Convenons d'entreprendre des actions auprès des négociateurs de nos pays respectifs afin que soient mises en place des structures et des processus qui assurent la participation des femmes aux négociations de la ZLEA;

Convenons de poursuivre nos efforts afin que les standards nationaux relatifs au travail des femmes soient maintenus et continuent d'être améliorés et d'entreprendre des actions afin que les standards nationaux servent de base aux accords internationaux;

Convenons de faire la promotion de l'implication politique des femmes afin de stimuler une meilleure représentation des femmes dans les sphères de pouvoir;

Exhortons les chefs d'État et de gouvernement des Amériques, conformément à leurs engagements antérieurs, à maintenir et à améliorer les politiques de protection sociale comme mesure d'équité et de soutien aux femmes;

Exhortons les chefs d'État et de gouvernement des Amériques à protéger la propriété intellectuelle et à reconnaître la culture comme un instrument de développement économique à protéger et à promouvoir;

Exhortons les chefs d'État et de gouvernement des Amériques à reconnaître la valeur du travail domestique des femmes et à l'inclure aux statistiques économiques officielles;

Exhortons les chefs d'État et de gouvernement des Amériques à intégrer aux négociations sur la ZLEA la Plate-forme de Beijing ainsi que les conventions internationales sur les droits du travail et de la personne;

Convenons de poursuivre notre travail au sein de nos parlements respectifs et de la Conférence parlementaire des Amériques (COPA) pour demeurer informées des enjeux liés à la création de la ZLEA, notamment sur les femmes, pour établir un dialogue avec les électeurs sur ces questions et pour que des stratégies soient adoptées afin que les pouvoirs exécutifs accordent une voix aux parlementaires des Amériques dans les négociations portant sur cet accord.

Convenons que la transparence est une exigence à la base du succès des négociations de la ZLEA et que les gouvernements ont le devoir d'informer leurs populations respectives quant aux enjeux économiques, politiques, sociaux et culturels de la ZLEA, notamment en ce qui a trait aux femmes.